

SAÏD SADI DANS UNE LETTRE OUVERTE AU CHEF DE L'ÉTAT : «Vous avez endeuillé l'Algérie»

La Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui a hissé un étendard noir au niveau de ses sièges, pour affirmer une symbolique de deuil, a vivement réagi hier à la subite mais certainement instruite campagne de dénonciation et de dénigrement dont il a fait l'objet. Saïd Sadi, le président du parti, à qui il est logiquement revenu d'ajuster la réplique, a choisi la lettre ouverte au chef de l'Etat.

Sofiane Aït-flis - Alger (Le Soir)- Le président du RCD, que ce tintamarre politique ne complexe en rien, a fait le choix de s'exprimer dans une lettre ouverte au chef de l'Etat car il estime qu'il ne vaille pas de répondre à ceux, la quinquillerie politique du pouvoir, dit, qui ont prêté leurs voix.

«Nous ne répondrons ni à l'ENTV, ni à la commission chargée d'organiser la fraude ni à ceux qui ont assumé devant la justice leurs détournements ni encore moins à ceux qui offrent des pensions à un nombre de moudjahidine plus de 20 fois supérieur à celui que comptait l'ALN en 1962.» Il a affirmé s'adresser au chef de l'Etat et non au président de la République, parce qu'il distingue nettement entre l'un et l'autre.

Un président de la République jouit d'une légitimité électorale alors qu'un chef de l'Etat n'est que l'auteur de la confiscation physique de l'Etat. Et c'est en cette qualité qu'il interpelle Abdelaziz Bouteflika.

Pour lui dire qu'effectivement, la nation est trahie mais pas par ceux qu'on voue aux gémonies mais par ceux qui crient à la trahison. Mais d'abord, il explique, comme pour rappeler une notion de droit au président de la Commission nationale de surveillance de l'élection, qu'un parti politique n'est pas une institution administrative qui devra se soumettre à l'obligation de hisser le drapeau national.

Pour Saïd Sadi, ceux qui se sont relayés à vilipender l'action de son parti, ne sont que des castes lesquelles n'existent que par le détournement de l'argent du contribuable grâce à la complaisance de Bouteflika. Nullement effrayé par cette levée de boucliers, Saïd Sadi poste ses vérités à l'adresse du chef de l'Etat. «Vous avez grevé le budget de l'Etat dans une campagne hystérique qui relève du viol de la cité algérienne, vous confisquez les médias, vous avez transformé toutes les institutions en comité de

soutien. Tout cela, à votre décharge, faisait partie des traditions politiques algériennes depuis l'indépendance, notamment en période électorale. Il est vrai que vous en avez, comme vous le faites en tout du reste, souvent exagéré l'outrance, l'excès étant chez vous une seconde nature», écrit-il.

Saïd Sadi a affirmé, hors texte, qu'au 11^e jour de campagne, le candidat Bouteflika a dépensé 869 milliards de centimes, rien qu'entre déplacements et affiches. Et, en matière d'affiches, Sadi a dénoncé l'exploitation électorale des martyrs de la révolution dont les portraits servent d'arrière-fond décoratifs aux affiches du candidat.

«Non content d'attenter à l'honneur du citoyen, vous asservissez les héros qui ont libéré le pays.» Pour Saïd Sadi, ce détournement de la mémoire des martyrs s'appelle «au mieux du cynisme au pire une forfaiture».

Le président du RCD a affirmé par ailleurs que, pour mener sa campagne électorale, Bouteflika a ordonné à tous les opérateurs économiques publics et privés de menacer de licenciement leurs employés s'ils ne se rendaient pas à ses meetings. A Bouteflika il est reproché également la tribalisation de l'Etat «en offrant tous les postes de souveraineté et de plus en



Photo : Samir Sid

Siège du RCD où un dispositif de sécurité a été déployé.

plus les fonctions subalternes à des personnes issues d'une même tribu». Pour Saïd Sadi, Bouteflika, qui est à l'automne de sa vie, est à son troisième coup d'Etat, après 1962 contre le GPRA et 1965 contre Ben Bella.

«Est-il vraiment impossible de vous amener à admettre qu'il y a des manières plus saines de mener une existence ?» Saïd Sadi termine sa missive par dire que «pour l'instant vous voulez enterrer l'Algérie ; nous sommes déterminés à la faire vivre».

Sur un autre registre, le

président du RCD s'est interrogé sur la gestion des recettes des hydrocarbures et a revendiqué un audit indépendant sur les grands chan-

S. A. I.

Campagne de proximité empêchée

Le président du RCD, ses principaux collaborateurs et le collectif militant ont été empêchés de mener hier à El-Biar une campagne de proximité en faveur du boycott de l'élection.

Un dispositif de sécurité déployé devant le siège du parti a stoppé net tout mouvement. Saïd Sadi a pris la parole pour dire : «Dites à Bouteflika que nous avons les échos de l'émigration, le taux de participation a été nul.»

S. A. I.

ALI-FAWZI REBAÏNE À BOUIRA : «La campagne à l'étranger se déroule avec un seul candidat»

«Aujourd'hui, je veux vous parler des élections qui vont commencer au niveau de nos représentations à l'étranger. Sachez que le seul candidat qui a eu droit à des meetings et autres rencontres avec notre diaspora est le président de la République. Canal Algérie, qui devait nous ouvrir ses portes pour nous adresser à notre communauté établie à l'étranger, nous a ignorés et la Cnisp, qui devait ouvrir une commission identique à l'étranger, ne l'a pas fait. Tout se passe comme si le vote à l'étranger ne concerne que le candidat-président, lequel dispose de représentants en les personnes des ambassadeurs ainsi que les ministres qui sillonnent les capitales étrangères dans le cadre de la campagne en sa faveur.»

C'est en ces termes que le candidat à l'élection présidentielle du 9 avril prochain, Ali-Fawzi Rebaïne, a entamé son meeting hier samedi au niveau de la salle du théâtre communal de Bouira. L'orateur, qui usera beaucoup de la langue de Molière pour parler de ces dérives, dira que même le ministère des Affaires étrangères n'a pas voulu répondre à ses doléances au sujet de ces lacunes. «Le téléphone du ministère des Affaires étrangères ne répond plus», dira-t-il avant de déplorer la politique de deux poids deux mesures et le parti pris flagrant de l'administration en faveur du président de la République. Le candidat de AHD 54, qui dit s'en remettre à Dieu et au peuple, abordera ensuite sur son programme électoral, notamment, la langue tamazight qu'il va, s'il venait à être élu, consacrer dans la Constitution comme langue nationale et officielle en lui affectant tous les moyens nécessaires pour son épanouissement. Il parlera également du patrimoine culturel algérien, actuellement en déperdition, vendu ou octroyé à des amis, qu'il va réhabiliter avec «de vrais artistes et de vrais hommes de culture mais pas avec ceux qui font dans l'allégeance au président de la République», allusion faite à ce qui s'est passé ce mercredi à la salle El-Mouggar, à Alger. Enfin, et tout en évoquant tous les problèmes vécus par les Algériens, notamment le chômage criant, une cherté de la vie jamais égalée et un malaise généralisé, il appellera les Algériens, surtout les jeunes, à voter massivement contre les tenants actuels du pouvoir en les sanctionnant par les urnes afin de se réapproprier leur pays et ses richesses, bénéficier de la rente pétrolière qui sera utilisée dans la véritable relance économique en la dépensant dans des créneaux créateurs d'emplois, comme l'agriculture et l'industrie de transformation, et en engageant de véritables réformes, notamment celle de l'école que le pouvoir a sinistrée, ainsi que l'université en promouvant la recherche scientifique.

Y. Y.

HANOUNE À PARTIR DE LA SALLE HARCHA : «Le parti unique continue de spolier la volonté populaire»

Comme le veut la tradition, Louisa Hanoune a fait escale à Alger. Depuis la salle Harcha, la candidate du Parti des travailleurs a fustigé le parti unique, l'administration et les ministres qui font campagne. Elle a promis à ses sympathisants de libérer l'Etat et le dossier des disparus de «toutes les contradictions».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Dans une salle composée essentiellement de jeunes avec une forte dominance de femmes, Hanoune a tenu à dire que les présents aux meetings qu'elle a animés jusque-là n'ont pas été contraints et n'ont pas été ramenés par contingents. Dans

son discours, Hanoune a dû improviser pour évoquer le dossier des disparus face à des familles qui brandissaient les portraits de leurs proches disparus pendant les années 1990 et dont elles ignorent le sort.

«En 1998, j'avais ouvert ce dossier considéré à l'époque comme tabou. Je ne peux pas dire qu'il n'y a pas eu d'avancées depuis, mais il est temps de libérer l'Etat et ce dossier des lourdes contradictions. J'aurai le courage de le faire même si nous n'avons aucune responsabilité dans ce dossier», dit-elle à l'adresse des familles, ajoutant «Il faudra régler définitivement ce dossier et inscrire dans notre Constitution qu'il n'est plus acceptable de régler nos problèmes dans la violence. Il existe

d'autres moyens pour y arriver et nous le ferons. Nous interdirons l'internationalisation de ce dossier et on dénoncera ceux qui, à Genève ou à New York, font pression sur l'Algérie qui n'est pas l'Irak».

Evoquant les conditions dans lesquelles se déroule la campagne électorale, le numéro un du PT a vivement critiqué les ministres qui font campagne estimant que ces derniers devraient choisir entre leur engagement politique et leur mission au sein de l'exécutif. Un discours auquel les présents ont répondu «Bouteflika dehors».

A ces derniers, Hanoune dira «Ceci est un message politique fort pour celui qui veut bien l'entendre»...

N. I.

MEETING DE BELKHADEM À DRAÂ-BEN-KHEDDA Violentes diatribes contre le FFS et le RCD

Les actions de sensibilisation au boycott de l'élection présidentielle, initiées le week-end dernier, respectivement par le FFS et le RCD, ont visiblement donné du grain à moude aux partisans du président-candidat, Abdelaziz Bouteflika.

Ce faisant, le meeting de campagne qu'il a animé, dans la matinée d'hier, à Draâ-Ben-Khedda, a été un véritable défi pour Abdelaziz Belkhadem qui a eu des propos virulents à l'encontre des partisans du boycott, particulièrement le RCD et le FFS qui, sans être cités, sont accusés par le secrétaire général du FLN de militer pour le statu quo en Algérie et de pousser au pourrissement de la situation en Kabylie. Peu avant

Belkhadem, c'est le directeur de campagne du candidat Bouteflika pour la wilaya de Tizi-Ouzou, qui a ouvert les hostilités à l'égard de ces deux partis. La marche, que le FFS a organisée le week-end dernier à Tizi-Ouzou et à Béjaïa, est une incitation à la violence et à l'anarchie, dira-t-il en stigmatisant le RCD.

Le geste à travers lequel ce dernier entendait assimiler le scrutin du 9 avril prochain à une journée de deuil est un

acte répréhensible et honteux, selon le directeur de campagne de Tizi-Ouzou du candidat Bouteflika qui qualifie ces deux partis qui détiennent l'essentiel du pouvoir local en Kabylie de partisans de la stagnation.

Selon lui, par sa mobilisation durant cette campagne électorale, la population de cette région leur signifie son rejet et son désaveu.

Prenant le relais, Belkhadem s'attaquera, d'emblée, au RCD qu'il n'a pas nommé. «Ce qui s'est passé, il y a deux jours, ne peut même pas être une provocation, c'est le signe de l'enfermement mental de ces gens-là.» Il stig-

matizera, au passage, «ceux qui veulent construire leur gloire politique sur la défiance» et renverra dos à dos ceux qui veulent s'arroger le monopole de la revendication de l'identité amazighe, de l'islam ou du nationalisme. «On ne peut pas prendre en otage une culture, une région ou le pays», ajoutera-t-il à l'adresse des partisans du boycott qui n'est pas, selon lui, une position sensée.

Dressant un bilan élogieux de l'action du président sortant, le secrétaire général du FLN ajoutera, sur un ton euphorique, et sûr de lui : «On ne change pas une équipe qui gagne.»

S. A. M.